

LA MÉDITERRANÉE DANS LA MONDIALISATION

La Méditerranée n'est plus le cœur économique du monde, mais l'épine dorsale des relations internationales où se concentrent toutes les formes contemporaines de tensions. Et l'on voit le monde entier, ou presque, États, migrants, sociétés privées, s'activer dans la zone méditerranéenne. L'histoire de la Méditerranée est aussi une chronique de départs. Quête d'emplois et de stabilité pour ceux, nombreux habitants du bassin et leurs familles, qui ont dû quitter leurs villages et leurs villes. Tous les continents sont ainsi parsemés de témoignages méditerranéens. Les diasporas ont apporté avec elles des arts, des livres et des restaurants. Souvent enrichies, pas seulement au sens économique du terme, elles aident leur terrepatrie à vivre, en particulier les territoires ruraux dont elles sont souvent issues. Certaines de ces diasporas se sont hissées au faite des États dans lesquels elles vivent, qui au Brésil, qui au Canada, qui aux États-Unis. Et leur influence n'est pas toujours étrangère aux stratégies commerciales, voire politiques, des grands acteurs qui interviennent en Méditerranée.

Sise à proximité des grands champs pétroliers du Golfe, forte de marchés alimentaires dynamiques, la Méditerranée attire l'intérêt de ceux qui veulent compter dans le monde. Les peuples méditerranéens ne sont pas quant à eux sans possibilité de se projeter, en

particulier par leur agriculture : vins, huiles et fromages sont aussi les ambassadeurs d'une Méditerranée en quête de nouveaux espaces.

L'espace méditerranéen, c'est également un face-à-face entre deux rives. L'histoire et le présent montrent que les Méditerranéens cherchent souvent à gagner l'autre rivage : par la conquête, par le commerce ou tout simplement – et heureusement – par curiosité. Aujourd'hui, ce sont plutôt les hommes du Sud qui recherchent un eldorado européen, tandis que les marchandises du Nord gagnent les marchés du Sud, et que celles du Sud aimeraient trouver plus facilement des débouchés au Nord.

Le présent et l'avenir des Méditerranéens sont donc en partie liés. Quand les vies sont mêlées, la concorde suppose des projets communs, des arbitrages et des solidarités. Les peuples d'Europe, du Proche-Orient et d'Afrique du Nord ne peuvent faire exception à cette exigence du vivre ensemble. Dans un monde globalisé où les espaces régionaux sont confortés comme lieux d'échanges et de régulations, la coopération euro-méditerranéenne s'annonce comme la nouvelle étape d'une histoire millénaire. Seule la volonté des hommes et la détermination des politiques traduiront dans les faits ce que la géopolitique donne désormais pour grille de lecture logique.

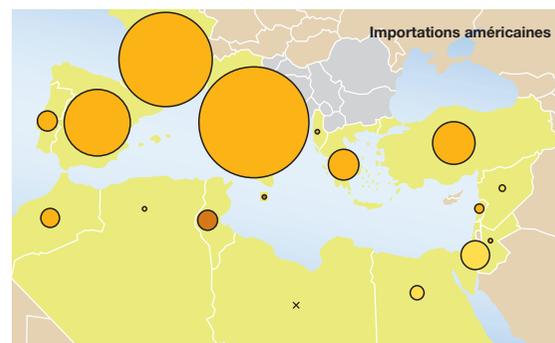
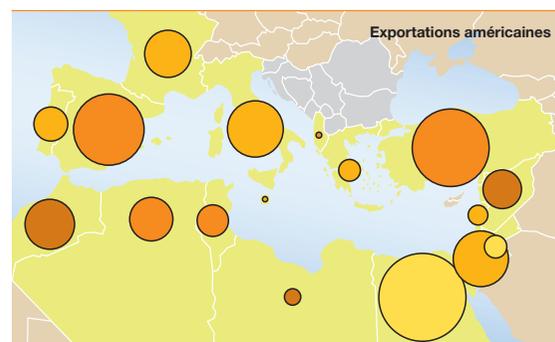
ACTEURS EXTRA-RÉGIONAUX

Déficitaires ou excédentaires en produits agricoles, tous les pays de la Méditerranée sont engagés dans des relations commerciales avec un grand nombre de pays tiers. Les États-Unis, parmi les acteurs extra-régionaux, sont le partenaire commercial le plus imposant dans la région. Son importance géostratégique et la dépendance commerciale de certains pays méditerranéens ont facilité le déploiement du *food power* américain. Mais dans un monde en pleine recomposition géo-économique, de nouveaux acteurs puissants frappent aux portes de la Méditerranée. Fort d'un vaste territoire, le Brésil s'invite désormais à la table des Méditerranéens et aussi dans l'essence de leur moteur du fait du développement des biocarburants. Grâce aux besoins céréaliers dans la région, la Russie et l'Ukraine pourraient à l'avenir y conforter leur présence. Discrète mais active, la présence du Japon dans la région ne se fait pas par le commerce agricole mais par une politique ambitieuse de coopération, en particulier dans le domaine hydraulique.

ÉTATS-UNIS : LA NOUVELLE STRATÉGIE

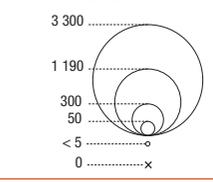
Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les États-Unis ont une place importante en Méditerranée, notamment sur le plan commercial. Les échanges ont été impulsés dès le lancement du plan Marshall avec les pays de la rive nord, et plus largement les pays européens, avec pour résultat une forte imbrication commerciale. Le commerce agricole ne fait pas exception et se caractérise par un volume important des échanges : deux pays méditerranéens de l'UE se détachent particulièrement : l'Italie est le 4^e fournisseur des États-Unis, tandis que la France se situe à la 9^e place. De son côté l'Europe des 27 est le deuxième fournisseur agricole des États-Unis, pour lesquels elle représente le 4^e marché

LE COMMERCE AGRICOLE DES ÉTATS-UNIS

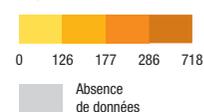


Atelier de cartographie de Sciences Po, 2009

Commerce agricole en 2008
en millions de dollars



Évolution 2004-2008
en %

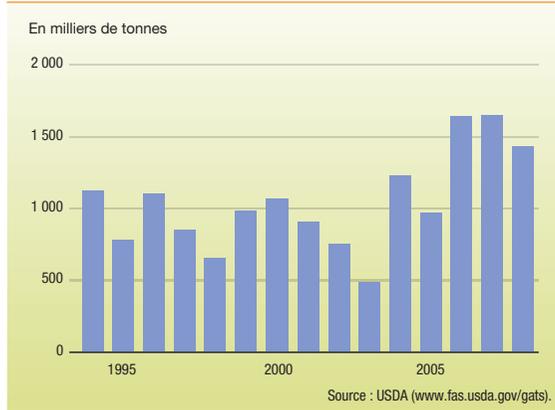


Source : USDA.

à l'exportation de produits agricoles (après le Canada, la Chine et le Japon). Les États-Unis sont le second partenaire commercial des PSEM après l'UE : en 2008, 13,2 % de leurs importations provenaient des États-Unis qui étaient les destinataires de 8,2 % des exportations de ces pays. Les États-Unis sont un partenaire commercial de premier ordre pour Israël, la Turquie, l'Égypte, la Jordanie ou encore le Maroc et l'Algérie, qui sont de gros importateurs de produits agricoles américains. Le blé et autres céréales telles que le maïs, mais aussi le soja, occupent en effet une place très importante dans les exportations agricoles américaines vers les pays du bassin méditerranéen : en 2008, les céréales constituaient plus de la moitié du total de produits agricoles exportés vers ces pays. Malgré une certaine concurrence sur le marché des céréales en raison notamment du retour de la Russie et de l'Ukraine depuis les années 2000, l'importante hausse de la demande au niveau mondial, et plus particulièrement dans la région méditerranéenne, a permis aux États-Unis de maintenir leurs niveaux d'exportation vers ces pays. Ainsi, la Méditerranée reçoit actuellement 22 % des exportations de blé américaines (la même proportion qu'en 1984). De leur côté, les ventes de soja aux pays méditerranéens ont connu une forte hausse ces dernières années. La Turquie constitue une exception puisque le produit le plus importé provenant des États-Unis est le coton.

La stratégie américaine d'accords bilatéraux. Dans le contexte de la guerre froide, la stratégie d'exportation agricole américaine dans la région, essentiellement fondée sur l'aide alimentaire, a surtout été dictée par des motifs géopolitiques. Véritable arme alimentaire, le programme PL480 (*Food for Peace*) a permis d'asseoir le contrôle

EXPORTATIONS AMÉRICAINES DE CÉRÉALES ET DE SOJA VERS LE MAROC, 1994-2008



Atelier de cartographie de Sciences Po, 2009

américain dans une Méditerranée, qui servait de couloir de circulation pour la 6^e flotte : l'Égypte, véritable pivot stratégique, recevait le plus d'aide alimentaire, avec 1,5 million de tonnes de blé américain par an ; verrou contre la pénétration de l'URSS en Méditerranée, la Turquie, autre grand bénéficiaire de l'aide américaine durant les années 1970, recevait l'intégralité du blé américain importé sous forme d'aide.

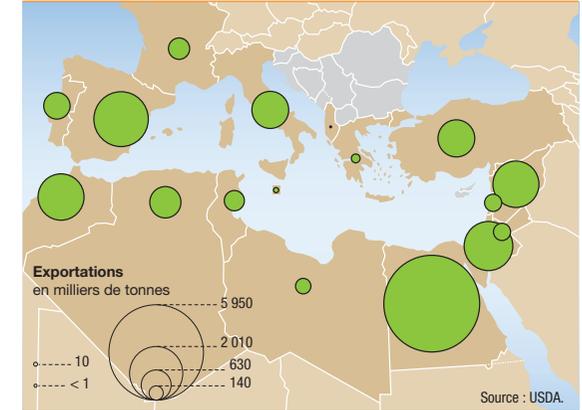
Les États-Unis ont progressivement modifié leur stratégie en Méditerranée au cours des années 1980. L'aide alimentaire à destination de la région, à l'exception d'une aide alimentaire ponctuelle vers les zones de conflit, est aujourd'hui quasi inexistante. Les États-Unis essaient en revanche d'établir des relations commerciales bilatérales avec les pays de la région, les mettant en position privilégiée face à d'autres puissances agricoles. À travers l'instauration d'un commerce libéralisé, les États-Unis tentent de maintenir leurs intérêts économiques mais aussi politiques dans une région qui demeure fortement stratégique aux yeux de Washington. Ainsi, les pays qui bénéficiaient le plus de l'aide alimentaire lors des années 1970 sont devenus les principaux clients des États-Unis. Cette stratégie de rapprochement économique s'est construite à travers une gamme d'accords commerciaux. Des accords de libre-échange ont été signés avec Israël en 1980, puis avec la Jordanie en 2000 et avec le Maroc en 2004 dont les échanges céréaliers sont actifs, bien que Rabat diversifie ses approvisionnements. À noter que ces accords couvrent en général un champ plus large que les accords d'association proposés par l'UE à ces mêmes pays, parce qu'ils incluent la majorité des produits agricoles. En parallèle, les États-Unis ont proposé à d'autres pays de la région des accords-cadre pour l'investissement et le commerce, dispositifs souples et peu contraignants

EXPORTATIONS AMÉRICAINES EN AFRIQUE DU NORD ET AU MOYEN-ORIENT, 2008



Atelier de cartographie de Sciences Po, 2009

EXPORTATIONS DE CÉRÉALES ET DE SOJA DES ÉTATS-UNIS, 2008



Atelier de cartographie de Sciences Po, 2009

qui ont une portée essentiellement politique mais dont l'objectif est à chaque fois d'évoluer vers un accord de libre-échange bilatéral. Beaucoup de pays y ont adhéré : l'Algérie, l'Égypte, la Tunisie et les pays du Golfe.

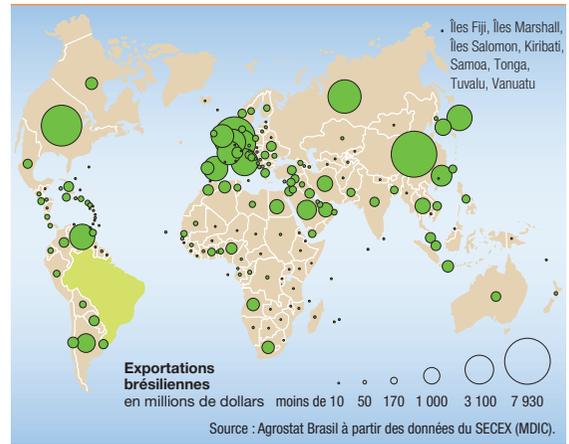
Des zones de libre échange. Les États-Unis cherchent en outre à installer des zones industrielles qualifiées (*Qualified Industrial Zones* ou QIZ), ou parcs industriels offrant un accès au marché américain à tous les biens et services qui y sont produits, et ce, en franchise de droits de douanes et de quotas. La première zone a été implantée en Jordanie en 1998, suivie de l'Égypte en 2004. Ces différents axes procèdent du souhait américain d'établir dans une région qui compte sur un plan géo-économique et géostratégique une zone de libre-échange la *Middle East Free Trade Area* (MEFTA).

BRÉSIL : LE NOUVEAU VENU AGRICOLE

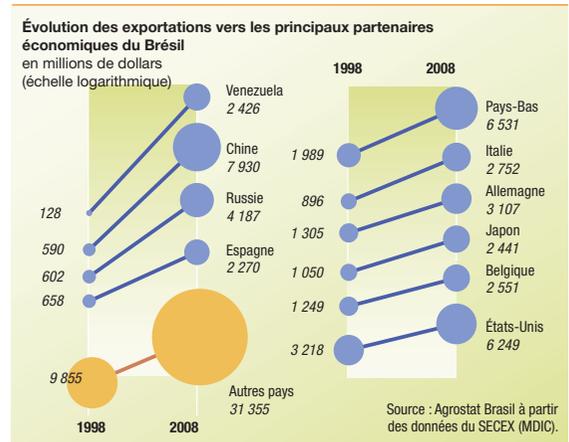
En optant pour un modèle d'extraversion économique et en misant sur son potentiel hydrique et foncier, le Brésil fait désormais de l'agriculture un vecteur de son insertion dans l'économie mondiale, sachant que cette dimension commerciale se double d'une offensive sur la scène diplomatique. Pari semble-t-il réussi, puisque le Brésil figure parmi les puissances agricoles de la planète. Si les États-Unis et l'UE conservent une position de leader dans les échanges mondiaux agricoles, le Brésil est depuis 2007 le quatrième pays exportateurs de produits agricoles et alimentaires dans le monde. L'UE en est le premier acheteur devant la Chine et les États-Unis. Au sein des pays méditerranéens de l'UE, l'Espagne et l'Italie sont les plus tournés vers les produits brésiliens. Dans le contexte de forte demande énergétique, le Brésil veut faire de sa filière agro-carburants l'un de ses fleurons et exporter son éthanol vers l'Europe. Mais celui-ci est soumis à des tarifs douaniers élevés à l'entrée du territoire européen (60 %), à l'instar d'autres produits agricoles qui se heurtent eux aussi à de fortes protections.

Face à cet armement tarifaire, le Brésil cherche à diversifier ses débouchés, d'où sa diplomatie commerciale et politique en direction par exemple des pays de la Ligue arabe qui se sont engagés dans un partenariat avec Brasília en 2005. Les relations entre le Brésil et certains pays arabes sont anciennes, ne serait-ce qu'en raison de la présence d'une grande communauté syro-libanaise sur son sol. Sur le plan agricole, les pays arabes ne sont pas les premiers partenaires du Brésil, mais leur part s'accroît très rapidement depuis quelques années : les exportations en volumes ont été multipliées par 6 en l'espace d'une décennie, pour atteindre en 2008 plus de 6 milliards de dollars. Il faut comparer ce montant aux exportations agricoles brésiliennes vers

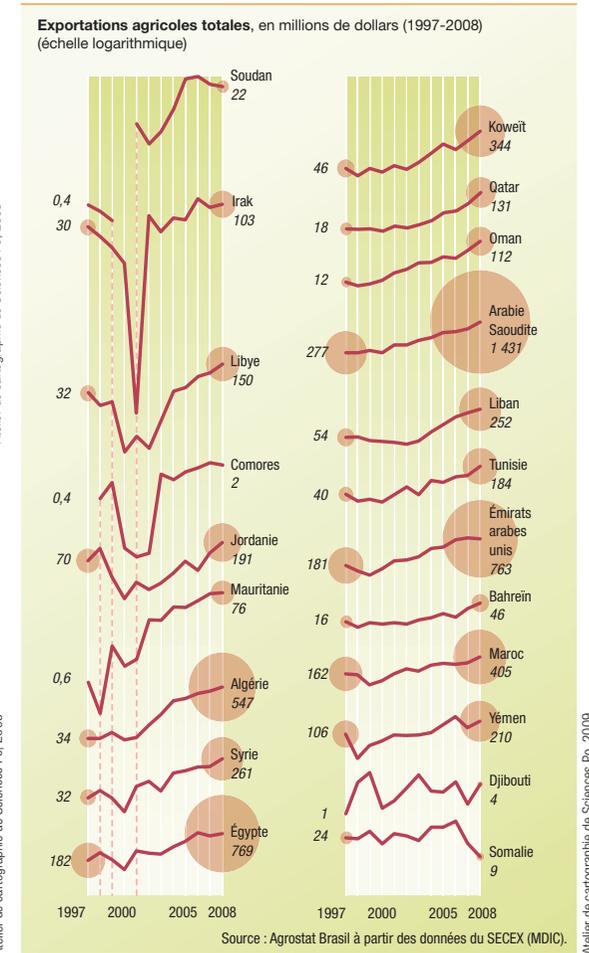
L'AGROBUSINESS BRÉSILIEN, 2009



L'AGROBUSINESS BRÉSILIEN, 1998-2008



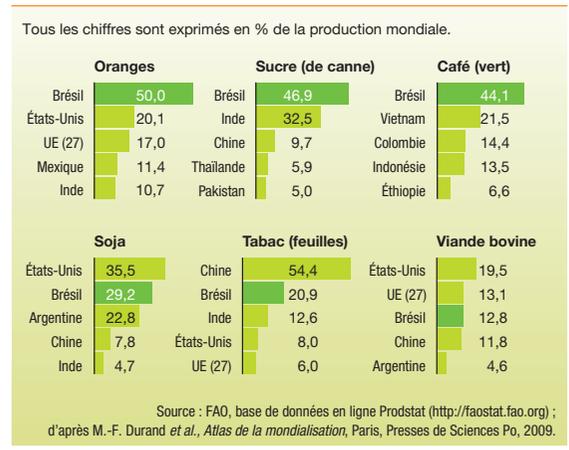
BRÉSIL : ÉCHANGES AVEC LES PAYS ARABES DE L'ASPA



les États-Unis (6,2 milliards de dollars), voire de la Chine (7,9 milliards de dollars). Quelques cas illustrent encore cette croissance des exportations agricoles du Brésil vers les pays arabes : multiplication par 3 de la facture pour l'Égypte (770 millions de dollars en 2008 contre 274 en 1998), par 5 pour la Syrie (261 millions de dollars en 2008 contre 48 en 1998), par 7 pour la Tunisie (185 millions de dollars en 2008 contre 28 en 1998) ou par 16 pour l'Algérie (547 millions de dollars en 2008 contre 35 en 1998).

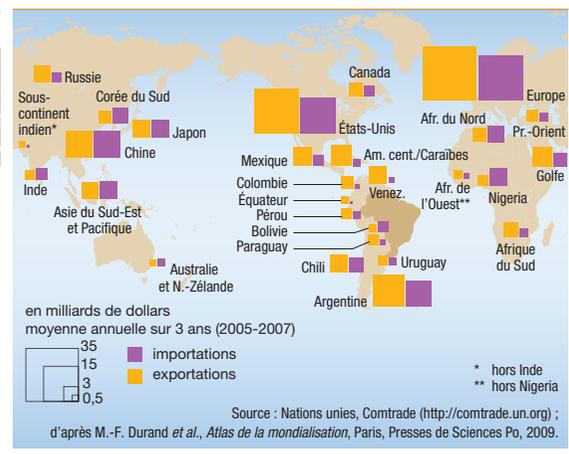
Le poids des produits agricoles brésiliens dans les importations. Les produits en provenance du Brésil représentent 8,5 % des produits agricoles importés par l'Égypte, 10,4 % pour le Maroc, 7,2 % de l'Algérie. Aujourd'hui, l'Égypte, l'Algérie et la Libye figurent d'ailleurs parmi les dix principaux acheteurs de bœuf brésilien. De même, la part des pays de la Ligue arabe dans les exportations agricoles brésiliennes s'élève à 10 % environ. Le Brésil exporte essentiellement du sucre, de la viande et du soja. Il est le fournisseur traditionnel et quasi exclusif de l'Égypte, du Maroc et de l'Algérie en sucre. Les marchés des pays arabes représentent pour le Brésil, grand exportateur de viande, une source de débouchés importante : en 2004, 47 % de la viande importée par l'Algérie provenait du Brésil et 91 % pour l'Égypte. Avec des chiffres certes moins spectaculaires, le soja brésilien représente tout de même 29 % des importations marocaines de soja. La tendance à l'augmentation des exportations brésiliennes vers les pays arabes s'est confirmée en 2008. Le Brésil et la Turquie ont également noué des liens commerciaux (entre 1999 et 2008, le volume d'échange entre les deux pays a augmenté de 400 %) et de coopération dans le domaine de l'énergie (biocarburants).

BRÉSIL : PRODUCTIONS AGRICOLES, 2007



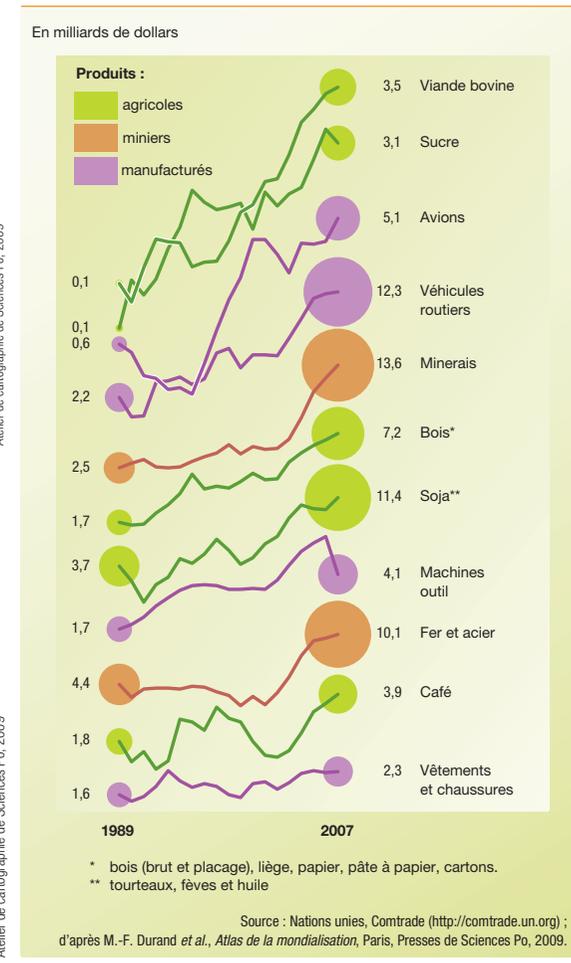
Atelier de cartographie de Sciences Po, 2009

COMMERCE EXTÉRIEUR DU BRÉSIL



Atelier de cartographie de Sciences Po, 2009

EXPORTATIONS BRÉSILIENNES, 1989-2007



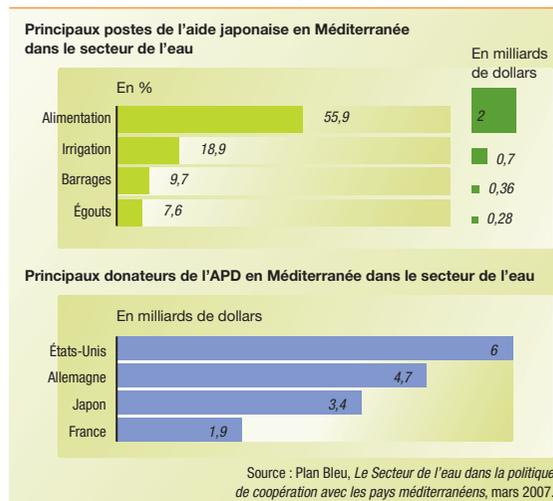
Atelier de cartographie de Sciences Po, 2009

JAPON : LA COOPÉRATION PLUTÔT QUE LE COMMERCE

Pour des raisons historiques, le Japon a privilégié le *soft power* à la stratégie de puissance. Ainsi le pays du soleil levant exerce une influence sur la planète par ses entreprises mais également par le développement d'une forte coopération avec les pays en voie de développement. Malgré une baisse significative de l'aide publique au développement (APD) depuis 1998, le Japon demeure le second pourvoyeur dans le monde après les États-Unis. La Méditerranée n'échappe pas à cette approche du Japon, particulièrement la partie orientale du bassin. « La stabilité du Moyen-Orient revêt une grande importance pour le Japon, sachant que celui-ci dépend considérablement des ressources énergétiques provenant de la région. » Cette déclaration sans ambages, extraites d'un rapport de la Japan Bank for International Cooperation (JBIC) indique clairement l'intérêt que porte le Japon à une région vitale pour son approvisionnement pétrolier. Pour autant, le pays fonde davantage son action sur l'amélioration de l'infrastructure économique et sociale que sur son action diplomatique somme toute discrète. Très engagé dans la coopération technique avec les PSEM, le Japon intervient beaucoup dans le domaine de l'eau, vecteur essentiel du développement et, partant, de recul de la pauvreté et de l'instabilité, où il figure parmi leurs trois premiers bailleurs. Assurée par la Japan International Cooperation Agency (JICA) qui fournit assistance technique et subventions et par la JBIC qui, elle, fournit les prêts, cette coopération hydraulique met la promotion de la gestion intégrée des ressources en eau et l'approvisionnement efficace et durable en eau potable au cœur de ses priorités.

Un déficit agricole peu profitable. Pour des raisons historiques, politiques et sociologiques, le Japon a maintenu un protectionnisme agricole fort. Il permet ainsi de protéger

L'AIDE PUBLIQUE JAPONAISE AU DÉVELOPPEMENT DANS LE SECTEUR DE L'EAU, 1973-2004



sa production de riz, stratégique pour la population, mais également son activité agricole vouée à assurer un matelas social en cas d'aléas économiques. Mais à l'exception du riz pour lequel il est auto-suffisant, le Japon voit sa dépendance agricole s'accroître : à la pression externe de l'OMC qui oblige au démantèlement tarifaire s'ajoute en effet la pression interne d'une urbanisation massive. Ainsi, le maïs, très utilisé pour l'alimentation du bétail, voit ses importations augmenter fortement. Cependant, ces achats japonais profitent surtout aux États-Unis. Sur le plan agro-commercial, le Japon est donc assez peu lié à la région euro-méditerranéenne. Dans cet ensemble régional, c'est la France qui commerce le plus avec le Japon, notamment en y exportant les vins et spiritueux.

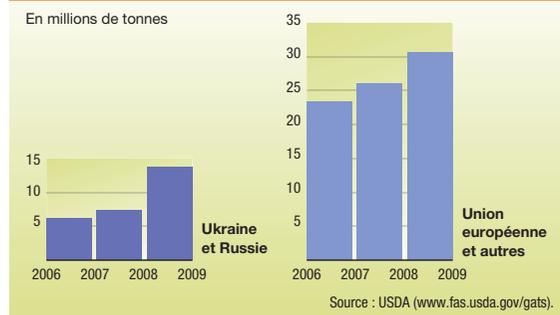
RUSSIE, UKRAINE : DES ACTEURS EN DEVENIR

Au Nord du bassin, l'UE a développé un partenariat économique privilégié avec la Fédération russe depuis les années 1990. Mais si les échanges commerciaux entre les deux partenaires s'affermissent – l'UE est le premier partenaire commercial de la Russie –, les échanges agricoles sont encore modestes. Les pays méditerranéens de l'UE n'ont que peu d'échange avec la Fédération même si l'Italie représente quand même environ 10 % des échanges commerciaux de l'UE vers la Russie. En revanche, la Turquie (5^e rang pour les exportations et 9^e rang pour les importations en 2005) est un partenaire privilégié de la Russie, grâce à un intense « commerce de la valise ». Récemment, la Russie a élargi son champ d'action en tâchant de se rapprocher des pays du Sud de la Méditerranée pour diverses raisons y compris diplomatiques puisque depuis 2005 elle a le rang d'observateur au sein de l'Organisation de la Conférence islamique.

Les rapports économiques sont quant à eux principalement fondés sur le secteur énergétique, exception faite pour l'Égypte qui a importé du blé russe à hauteur de 8 millions de tonnes en 2009. Les céréales sont d'ailleurs stratégiques pour la Russie comme l'a souligné la volonté affichée lors du premier sommet céréalier organisé par le président russe en janvier 2009. Ce pays compte 40 % de tchernozioms, sols très profonds et très humifères. Grâce à ces véritables réservoirs alimentaires pour les cultures, la Russie est redevenue le troisième exportateur de céréales. Avec une politique d'investissements qui n'en est qu'à ses débuts, le pays pourrait faire des céréales la base de son *food power*, particulièrement utile dans une région stratégique comme la Méditerranée. Mais pour l'heure, l'Algérie et l'Égypte ont exprimé des critiques sur la qualité du blé russe. L'Ukraine a également un potentiel céréalier très important, sans doute supérieur à la Russie en termes d'exportations puisque les quantités exportées pourraient y être supérieures :

le potentiel de production raisonnablement envisageable dans ce pays est de 100 millions de tonnes par an contre 130 à 140 millions de tonnes en Russie mais la population y est trois fois moindre (48 millions d'habitants en Ukraine contre 150 millions en Russie). Ce pays composé d'une vaste plaine de plus de 100 kilomètres d'Est en Ouest et de 600 kilomètres du Nord au Sud compte 41 millions d'hectares de tchernozioms situés dans le vaste bassin du Dniepr. Dès lors que ce pays parviendra à capitaliser fortement dans l'agriculture – un phénomène déjà en cours avec l'entrée de capitaux étrangers notamment –, il pourra devenir lui aussi un nouvel acteur stratégique en Méditerranée, surtout si des possibilités d'échanges énergétiques se développent, avec l'Algérie par exemple. À l'échelle du monde, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient offrent de vastes marchés céréaliers pour ces pays qui émergent après des décennies de retrait commercial. Étant donné la grande dépendance de cette région, le bassin pourrait être le théâtre d'une concurrence forte où la rive nord de la Méditerranée ne figure pas parmi les favoris. ■

UKRAINE-RUSSIE : DYNAMIQUE DES IMPORTATIONS DE BLÉ EN AFRIQUE DU NORD ET AU MOYEN-ORIENT



COMMERCE DE GRAINS, 2007

